

On peut donc en conclure à un profond bouleversement du PS par la conjonction de courants internes jusque là minoritaires avec des courants extérieurs dont la grande majorité est étrangère au mouvement ouvrier. Sans oublier que le traditionnel courant social-démocrate est lui-même profondément dégénéré, ses liens avec le cœur du mouvement ouvrier étant fort ténus : le Nord et le Pas-de-Calais sont des régions où l'industrie est en voie de disparition, le PCF étant en train de prendre le dessus là aussi ; FO achève sa mue en syndicat patronal (intégration de pans de la CFT, unité d'action avec la CFTC et la CGC, départs de pans de sa gauche vers la CFDT ou la CGT) ; les syndicats autonomes des secteurs publics se sont corporatisés avec le relâchement de leurs liens ouvriers et à l'intérieur les directions réformistes sont talonnées par les cégétistes. Le reste de la base de masse, petite bourgeoisie traditionnelle, se réduit elle aussi au fur et à mesure de la baisse de son poids social avec la concentration des secteurs agraires et commerciaux entrepris par la Vème République, et la progressive salarisation des anciennes professions libérales. Mais cette base elle-même n'était pas fondamentalement différente de celle du Parti Radical. Ses 60 000 conseillers municipaux des années 50, relais électoraux et force d'opinion dans la IVème, n'ont plus aujourd'hui le poids qu'ils avaient alors (mais qui était aussi un poids mort quant aux velléités ouvrières de la SFIO) même si Mitterrand estime indispensable de les avoir derrière lui : « Les élus... doivent constituer le premier corps de bataille pour le socialisme démocratique, il faut qu'ils se sentent mobilisés ». La mutation du PS en « parti Mitterrand » était déjà en germe dans une SFIO qui n'entretenait plus avec les masses que des rapports de clientélisme, où les quelques rares militants ouvriers (appartenant d'ailleurs aux couches les plus arriérées ou au personnel de maîtrise) étaient noyés dans les notables et leurs prébendiers, la petite-bourgeoisie marginale ou des secteurs en déclin. Nous n'insisterons pas sur son poids dans la jeunesse. La dernière direction étudiante un tant soit peu reluisante qu'ait eu le PS, à la fin des années 50, comptant dans ses rangs : Jean-Jacques Marie, Michel Rocard et Emmanuel Terray (!). Depuis on n'en a plus jamais entendu parler.

c) Le PS à la recherche des nouvelles couches politiques et sociales

Ce qui peut nous embarrasser quant à la caractérisation du PS et qui a déjà été noté au passage (analyse du CERES, analyse du courant chrétien), c'est que le PS ne se réduit pas à sa photographie. Il vient de se constituer, l'image qu'il donne de lui-même n'est pas encore définitivement fixée. Sa constitution est un processus qui en rencontre un autre qui est celui de la constitution de nouvelles couches salariées à une échelle massive, politiquement vierges, et ceci dans le double cadre d'une arrivée à la politique de nouvelles générations (ceux qui sont nés après guerre) et d'une montée des luttes à l'échelle internationale, dans tous les secteurs de la révolution mondiale. La rénovation de la formation sociale commencée après-guerre et accélérée par le gaullisme, l'ouverture de la crise du régime avec Mai 68, entraîne une instabilité qui tend maintenant à devenir permanente dans la situation politique, avec une double crise de direction, dans la bourgeoisie et dans le mouvement ouvrier, et par conséquent des scissions, des regroupements, un développement de courants centristes contradictoires et divers, etc. Le PS est actuellement au centre de l'ensemble de ces processus, ce qui n'en facilite pas l'analyse.

Pour ce qui est des nouvelles couches salariées, il est clair qu'une analyse qui tendrait à les mettre toutes dans le même panier conceptuel serait non-opératoire et mystifiante. C'est bien ce que justement tentent les sociologues et les politiciens bourgeois : le fameux secteur tertiaire n'a jamais correspondu à rien pour les marxistes et on peut regretter de trouver encore trop souvent cette

expression facile parmi nous. De même qu'il y a du prolétariat dans le secteur « primaire » des bourgeois (les mineurs et les ouvriers agricoles), il y a du prolétariat — et des plus traditionnels — dans le secteur dit tertiaire (les ouvriers des transports, marins, dockers, cheminots, par exemple). Lorsqu'on parle de « nouvelle classe ouvrière » ou de « nouvelle petite bourgeoisie » on tombe dans le même panneau, en étendant abusivement l'une ou l'autre des catégories, qui, en dehors des facilités journalistiques, ont un contenu bien précis. La petite bourgeoisie, alliée du prolétariat si celui-ci arrive à la gagner à sa politique, regroupe ceux qui, tout en étant propriétaires de moyens de production, n'exploitent personne. Si l'on considère le prolétariat comme les travailleurs productifs (de plus-value) en n'oubliant pas qu'il ne s'agit pas de tâches individuelles mais d'un processus social, collectif ; on voit qu'il y a place pour des couches intermédiaires (employés, enseignants, petits fonctionnaires) qui sont exploitées (elles n'ont que leur force de travail à vendre) et qui si elles ne produisent pas de plus-value ne sont pas parasitaires, leur travail étant — au moins pour l'instant — socialement utile et nécessaire (à la différence des flics, des militaires ou des curés). Il existe de faux salariés ou de faux exploités qui sont les cadres administratifs et politiques, les technocrates de la haute administration financière, économique ou autre (Cour des Comptes, Direction du Plan, Inspections, etc...). Ceux là aussi à la suite de la politique interventionniste de l'Etat à la Libération au gaullisme ont vu leur nombre s'accroître. Ce sont eux qui peuplent les directions des clubs et des officines diverses qui se sont multipliés ces dernières années. Nous avons vu qu'ils étaient parfois en symbiose avec les bureaucrates du mouvement ouvrier, syndical réformiste et chrétien en particulier. Ceux là appartiennent de fait à la grande ou à la moyenne bourgeoisie. Ils voudraient s'assurer une base de masse en jouant sur les analogies formelles de situation entre eux et la piétaille des nouvelles couches salariées plus haut décrites, un peu comme les gros agrariens jouaient naguère sur l'unité de la paysannerie pour s'asservir politiquement la petite paysannerie dont les intérêts étaient fondamentalement opposés. Le Parti Radical a eu naguère cette fonction pour les classes moyennes traditionnelles.

Qu'il y ait des cas particuliers qui facilitent cette politique c'est certain, on trouvera toujours des individus non socialement purs, intermédiaires, à double nature. Tel l'ingénieur jouant à la fois un rôle de production et un rôle d'encadrement dans son usine. Mais cela ne change rien au niveau des grandes masses d'hommes, et c'est à ce niveau que nous travaillons (voir le texte d'Ernest Mandel sur ce problème dans « Construire le parti révolutionnaire », et celui de Guéda dans un précédent BI).

Il ne faut donc pas confondre nouvelle bourgeoisie (gestionnaires des entreprises, de l'appareil d'Etat et du secteur public) et nouvelles couches ouvrières (les ouvriers des entreprises nouvelles, fraîchement issus de la paysannerie, de l'artisanat ou du petit commerce périssant ; les ingénieurs et techniciens de production dans les entreprises de pointe), nouvelles couches ouvrières et nouvelles couches d'appointés (salariés du grand commerce, enseignants, personnel médico-social salarié, etc. dont le nombre s'est aussi considérablement accru dans le secteur dit des services).

Ceci dit l'origine sociale, la place dans la production, la nature des ressources ne suffisent pas à définir une classe. Ces critères permettent de déterminer si on peut gagner au combat ouvrier tout ou partie d'une couche sociale, ou simplement tel ou tel de ses membres à titre individuel (dans la mesure alors où il rompt avec elle). Et si une base ouvrière ne suffit pas à classer une organisation comme ouvrière (le parti démocrate américain a une